



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement d'Occitanie**

UNITÉ INTER-DÉPARTEMENTALE TARN-AVEYRON

Arrêté n° *12-2023-06-27.00006* du **27 JUIN 2023**

**portant mise en demeure à l'encontre de la société PROMETER,
dont le siège social est situé à ESPEILHAC
de respecter les prescriptions applicables à l'unité de méthanisation de déchets organiques
située au lieu dit « SANGAYRAC » sur la commune de MONTBAZENS (12220)**

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur

- Vu** le Code de l'environnement en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI en qualité de préfet de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2022-10-24-00011 du 24 octobre 2022 donnant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 15 mars 2017 à la société PROMETER pour l'exploitation d'une unité de méthanisation de déchets organiques située au lieu dit « SANGAYRAC » sur la commune de MONTBAZENS (12220) et ses articles suivants :

– **article 3.1.5** qui dispose : « [...] La réception des matières organiques ainsi que leur dépotage se fera dans un hall de réception muni de portes, afin de réduire la production d'odeurs. Les cuves de stockage seront fermées, les ouvrages de stockage seront couverts ; le bâtiment principal sera mis en dépression, et l'air sera traité par une unité de désodorisation. [...] Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement de cette installation de traitement est susceptible de conduire à une émission d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éliminer ou réduire la pollution émise dans les plus brefs délais.

Un registre spécifique à l'unité de désodorisation est tenu à jour, sur lequel sont notés :

- les incidents et dysfonctionnements,
- les dispositions prises pour y remédier,
- les différentes opérations de vérification, entretien ou nettoyage réalisées sur l'installation[...]

Dans un délai d'un an après la mise en service, l'exploitant procède à la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation dans l'environnement afin de valider l'efficacité des équipements mis en place. Les résultats sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées. [...] » ;

– **article 10.2.1** qui dispose : « *Contrôle de l'unité de traitement des odeurs ; fréquence : premier contrôle effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation puis tous les ans. Modalité : contrôle externe réalisé par organisme agréé. [...] » ;*

– **article 4.3.6** qui dispose : « *[...] Protections des personnes : les trois bassins et le filtre planté sont munis de dispositifs de protections afin d'éviter toute chute de personne. [...] » ;*

- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 7 juin 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 mai 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants : le bardage du bâtiment est déchiré au-dessus de la porte du bâtiment principal. Le bâtiment n'est plus en dépression.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2017 susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 mai 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants : l'exploitant n'a pas mis en place de registre spécifique à l'unité de désodorisation et n'a pas procédé à la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation dans l'environnement ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2017 susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 mai 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants : le contrôle du système de traitement des odeurs n'a pas été réalisé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2017 susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 mai 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants : le bassin de récupération des eaux pluviales n'est munie d'aucun dispositif anti-chute ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2017 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société PROMETER de respecter les prescriptions des articles 3.1.5, 10.2.1, et 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2017 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron.

- A R R E T E -

Article 1^{er} :

La société PROMETER exploitant une unité de méthanisation de déchets organiques située au lieu dit « SANGAYRAC » sur la commune de MONTBAZENS (12220), est mise en demeure de respecter sous trois mois les dispositions des articles 3.1.5, 10.2.1, et 4.3.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 2017 susvisé.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 :

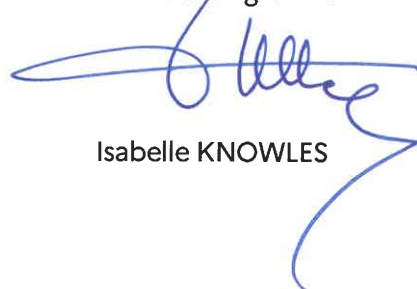
Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Montbazens pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le maire de la commune de Montbazens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et notifié à la société PROMETER. Une copie sera adressée au maire de Montbazens.

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale



Isabelle KNOWLES